

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

ITALIE : LE CHOIX
OBLIGÉ MAIS RISQUÉ
DE MATTARELLA

Le président de la République italienne s'est retrouvé face à un choix cornélien : accepter de désigner un ministre de l'Économie eurosceptique dont le seul nom allait produire des effets négatifs pour les comptes de l'État et l'épargne des Italiens ; ou le rejeter, assumant une responsabilité institutionnelle rarement encourue par un président italien, et qui allait nourrir les discours anti-système des deux partis entrés en coalition.

Avec son veto sur M. Savona, Sergio Mattarella a choisi la fidélité à son devoir constitutionnel : protéger la position de son pays en Europe. Ce faisant il a joué les principes plutôt que la tactique politique. Celle-ci aurait pu consister – mais ce n'est pas le rôle d'un président – à laisser la Ligue et le Mouvement 5 Etoiles (M5S) entrer dans leur coalition *a priori* contre nature, s'enfermer dans leurs contradictions et au prix d'une catastrophe budgétaire, faire la démonstration de l'inanité de leur programme. Mais à quel prix pour les Italiens ?

En faisant le choix des principes, Sergio Mattarella a toutefois offert aux deux partis, et particulièrement à la Ligue, une rampe de lancement inespérée pour des élections qui s'annoncent comme un référendum sur l'Europe. Le « narratif » sur un establishment qui aurait manœuvré pour refuser l'exécution de la volonté populaire s'en trouve extraordinairement

Sergio Mattarella a choisi la fidélité à son devoir constitutionnel

renforcé, même s'il est complètement faux comme l'explique dans ces pages Vincent de Coorebyter. (Au passage, on s'étonnera du choix présidentiel de Carlo Cottarelli comme nouveau Premier

ministre. N'y avait-il vraiment pas de figure moins connotée que celui qui était déjà surnommé « M. Coupes sombres », identifié au FMI, pour assurer la délicate transition vers les prochaines élections ?)

Tout ceci risque de produire un phénomène extrêmement inquiétant : la première expérience de l'intégration dans une grande alliance électorale des deux ailes extrêmes de la contestation de l'ordre démocratique traditionnel. Elle combinerait le renfermement souverainiste, la remise en cause de l'orthodoxie budgétaire dominante, et la xénophobie dont on voit partout les signes d'une institutionnalisation rampante, y compris en Belgique d'ailleurs. Tout cela sous la férule de Matteo Salvini, l'un des dirigeants d'extrême droite les plus ouvertement racistes d'Europe.

Des observateurs italiens accordent déjà un succès fracassant à pareil front électoral. Le danger pour l'Europe est doublement majeur. D'abord parce que le basculement de la troisième économie européenne dans l'aventurisme pourrait entraîner une crise à côté de laquelle la récente « crise de l'euro » passera pour une crissette. Ensuite, parce que la réorganisation de la scène politique entre un pôle de l'ouverture et un pôle du renfermement, et la victoire du second sur le premier, signent le renforcement d'une tendance qu'on voit progresser à vue d'œil sur notre continent. (Et un peu ailleurs.) Est-il déjà trop tard pour se demander ce qu'on a fait, ou plutôt ce qu'on n'a pas fait pour créer une alternative moins inquiétante que celle qui se forme sur les bords du Tibre ? C'est un miroir que l'Italie tend à l'Europe, et l'image n'est pas belle à voir.